

DÉCLARATION LIMINAIRE FORCE OUVRIÈRE

Madame la Présidente, mesdames et messieurs,

Depuis le mois d'octobre 2015, FO Énergie et Mines alerte sans relâche la Direction d'Entreprise, via son Conseil d'Administration et son Comité Central, ainsi que les Pouvoirs Publics via les Ministères de tutelle, allant même jusqu'à solliciter la Présidence de la République par lettre ouverte le 20 janvier 2016, sur la situation préoccupante d'EDF mettant en péril ses missions de service public.

Au contexte économique intenable dénoncé fin 2015, les pouvoirs publics font la sourde oreille...

L'Entreprise, quant à elle, en bonne vieille Dame qui fête cette année ses 70 ans de bons et loyaux services, se complait dans une attitude suicidaire, soumise à un État vampire actionnaire majoritaire qui ne vise qu'à réduire ses déficits publics, lui-même soumis à une Europe ultralibérale qui vise à briser tout monopole, fût-il d'utilité publique.

Derrière l'affichage de projets à long terme qui se veulent visionnaires et rassurants, se pratique en fait une gestion purement financière de court terme, que FO Énergie et Mines considère irresponsable.

C'est plus de 10 000 emplois directs ou indirects qui se trouvent menacés.

Pour preuve, la suppression massive d'emplois annoncée le 21 janvier, variable d'ajustement facile et classique, qui rejaillira inmanquablement sur les salariés par la dégradation des conditions de travail, et sur les usagers par la dégradation du Service public.

Et comme cela ne suffit pas, est présenté ce jour en CCE pour information le projet de fermeture de 6 tranches de production au fioul à horizon de 2 ans, une fois de plus pour des motifs purement économiques.

Au-delà d'une réponse inadaptée à l'alerte économique faite par le CCE en 2015, cette annonce, 15 jours après l'exposé des orientations stratégiques à 3 ans, qui n'en faisait pas état, pose le problème de la sincérité du dialogue social dans l'Entreprise.

Comité Central d'Entreprise

Séance du 18 février 2016

Pour couronner le tout, l'arrivée de la taxe carbone laisse présager le même sort aux tranches charbon à court terme, c'est-à-dire la suppression pure et simple de la capacité de production du thermique à flamme en France.

FO Énergie et Mines réaffirme que le thermique à flamme a toute sa place dans le mix énergétique, notamment par sa capacité à répondre aux pointes de consommation, comme cela a été le cas en 2012.

Ce serait **plus de 4000 emplois industriels directs et indirects perdus**, qui viendraient participer et alourdir le triste constat de la désindustrialisation du pays, première cause du chômage...

Ces dernières annonces s'ajoutent :

- aux attaques de Bruxelles sur les concessions hydrauliques,
- aux attaques sur la production nucléaire par la loi de Transition Énergétique,
- aux attaques sur le secteur commercial par la déréglementation des tarifs,
- aux suppressions d'emplois déjà orchestrées...

FO Énergie et Mines s'inscrit ce 18 février 2016 dans une nouvelle journée d'action en appelant une nouvelle fois le personnel à cesser le travail, pour exprimer son opposition à la casse programmée d'EDF SA et aux conséquences induites.

Au-delà d'être en grève le 21 janvier dernier, FO Énergie et Mines n'avait pas souhaité débattre de la suppression de plus de 4000 emplois en boycottant le CCE.

Ce 18 février, en ajoutant la fermeture annoncée de Fessenheim, c'est plus de 10 000 emplois directs ou indirects qui se trouvent menacés des seuls choix financiers de notre Entreprise.

FO Énergie et Mines ne cautionnera pas ce saccage des emplois et du tissu industriel, inacceptable dans la période de chômage et de désindustrialisation que le pays traverse.

FO Énergie et Mines réaffirme que l'électricité n'est pas un produit de consommation ordinaire, que le Service Public a un coût et qu'il constitue notre première mission.

Cet oubli de nos dirigeants justifie et motive la demande de renationalisation de l'entreprise faite par la Fédération FO Énergie et Mines qui prendra ses responsabilités dans le rapport de force imposé.

Une fois de plus, la délégation FO ne siègera pas à cette séance, et se joindra aux salariés que **la Fédération FO Énergie et Mines appelle à la grève, pour défendre avec force et détermination le Service Public, leur entreprise et leur statut.**